



MOUVEMENTS GEN-Z : LA NOUVELLE GRAMMAIRE DE LA PROTESTATION

Points clés

- 1. Les mobilisations de la génération Z ont forgé une nouvelle grammaire de la protestation** : elles sont moins portées par des libertés abstraites que par une exigence de justice et de dignité fondamentales, nées d'expériences quotidiennes d'injustice, de mépris et de privilèges enracinés.
- 2. Leur force organisationnelle tient au fait qu'elles sont en réseau plutôt que dirigées** : la coordination circule via les plateformes numériques et des relais de pair à pair, ce qui rend ces mouvements difficiles à décapiter, mais aussi plus difficiles à transformer en structures politiques durables une fois le pic de mobilisation passé.
- 3. La répression a changé de rôle parce qu'elle est désormais bien visible** : filmée et partagée presque instantanément, la violence policière ne reste plus dans l'ombre, et les restrictions numériques censées étouffer la mobilisation peuvent elles-mêmes devenir l'étincelle qui rallume l'action collective.
- 4. L'enjeu central se joue au lendemain** : obtenir une démission ou arracher des concessions n'est qu'un premier pas et, sans un minimum de trajectoire de transition, les ouvertures peuvent se refermer sous l'effet du retour des élites traditionnelles, de durcissements sécuritaires ou d'acteurs opportunistes venant combler le vide.

SUMMARY

Chronologie	<u>3</u>
I. Contexte	<u>4</u>
II. Sri Lanka - Mouvement Aragalaya	<u>5</u>
III. Bangladesh - « <i>Students Against Discrimination</i> »	<u>6</u>
IV. Népal - La Gen-Z contre la corruption	<u>8</u>
V. Indonésie - Mobilisations d'une génération désillusionnée	<u>9</u>
VI. Maroc - « Gen-Z 212 »	<u>10</u>
VII. Pérou - La Gen-Z contre la réforme des retraites	<u>11</u>
VIII. Philippines - « <i>Trillion Peso March</i> »	<u>13</u>
IX. Madagascar - La Gen-Z contre la précarité	<u>14</u>
X. Leçons opérationnelles	<u>16</u>
Sources	<u>17</u>



CHRONOLOGIE

2018-2025

Mobilisation étudiante, anti-quotas et pour un changement de régime au Bangladesh.

2022-2025

Mobilisation de la jeunesse, anti-élites et numérique au Sri Lanka.

**AOUT-SEPTEMBRE
2025**

Mobilisation étudiante et anti-élites en Indonésie.

**SEPTEMBRE-16
OCTOBRE 2025**

Manifestations de la génération Z pour les retraites et contre la corruption au Pérou.

8-19 SEPTEMBRE 2025

Mobilisation de la jeunesse et anti-corruption au Népal.

**DEPUIS LE 12
SEPTEMBRE 2025**

La « *Trillion Peso March* » aux Philippines

**25 SEPTEMBRE - MI-
OCTOBRE 2025**

Manifestations de la Gen-Z à Madagascar.

**DEPUIS LE 27
SEPTEMBRE 2025**

Manifestations de la Gen-Z au Maroc.

I. CONTEXTE

Ce document rassemble des éléments pays par pays sur de **récentes mobilisations dites « Gen Z »**. Son objectif est pratique : **offrir à des équipes de plaidoyer et d'opérations une base de comparaison** pour chaque cas, afin qu'elles puissent décider des suites à donner avec le moins d'angles morts possibles. Pour chaque pays, sont résumés le contexte, le(s) déclencheur(s), les modes d'action, le bilan des victimes ainsi que le *modus operandi* des forces de sécurité, et l'évolution de la situation à ce jour.

Ces mobilisations partagent un ADN reconnaissable. Le cadrage des revendications se concentre sur **l'équité et la dignité, moins de corruption et de népotisme, moins d'inégalités, moins de mépris de la part des autorités**, plutôt que sur des demandes de droits et libertés politiques. Un second basculement concerne la répression : elle n'est plus invisible. Le maintien de l'ordre et la coercition sont filmés, mis en ligne et réinterprétés en quelques minutes, ce qui influence en retour les choix de mobilisation, l'opinion publique, et la capacité des mouvements à documenter et contester l'usage de la force.

Ces mouvements sont **peu incarnés et fonctionnent en réseau** : la coordination passe par des plateformes numériques (TikTok, Discord, Telegram, etc.), plutôt que par une figure unique. Les symboles et les récits circulent vite parce qu'ils empruntent à la pop culture (des saluts de *Hunger Games* à l'anime ou à l'iconographie des mèmes), ce qui abaisse les barrières à l'entrée et aide des groupes disparates à se sentir partie prenante d'une même histoire.

Autre trait récurrent : **la gouvernance des plateformes devient un champ de bataille**. Les interdictions, la limitation de portée (« *throttling* ») et les coupures (souvent destinées à démobiliser) peuvent elles-mêmes devenir des déclencheurs, tandis que les mouvements déplacent de plus en plus la prise de décision dans des espaces en ligne lorsque l'action de rue est contrainte.

Enfin, **ces épisodes sont de plus en plus interconnectés** : voir la jeunesse se mobiliser ailleurs peut accélérer la participation par imitation, grâce à l'apprentissage tactique et à une culture générationnelle partagée, amplifiée par les flux d'information mondialisés.



Créé avec Datawrapper
Carte des manifestations de la Gen-Z étudiées dans cette étude

II. SRI LANKA - MOUVEMENT ARAGALAYA

Période : 2022-2025 | menées par la jeunesse ; anti-élites ; mobilisation numérique

1. CONTEXTE

Une **vague de protestations, portée par la jeunesse et transcendant les clivages communautaires, a émergé au Sri Lanka** lors de l'effondrement économique de 2022. Des étudiants, des primo-votants et de jeunes professionnels ont mené des occupations et des rassemblements de masse, exigeant la fin de la corruption et de la politique dynastique. Le mouvement est souvent appelé « **Aragalaya** » (« lutte » en cinghalais) ; son campement emblématique, « **GotaGoGama** » (« *Go Home Gota* »), fait référence au surnom du président Gotabaya Rajapaksa). La mobilisation a atteint son apogée entre mars et juillet 2022, puis s'est maintenue autour des lois encadrant l'expression en ligne et des débats sur les réformes jusqu'en 2024-2025.



Manifestation antigouvernementale au Sri Lanka le 13 avril 2022 devant le Secrétariat présidentiel.

2. MODES D'ACTION

- Des campements et des occupations de bâtiments servant de points d'ancrage à des marches de masse et à des blocages routiers. (1)
- Des campagnes numériques en réseau (#GoHomeGota), des diffusions en direct (livestreams) et un partage rapide d'informations et de faits. (2)

3. VICTIMES

Les meilleurs décomptes publics indiquent qu'**un manifestant a été abattu à Rambukkana le 19 avril 2022 et qu'au moins huit autres personnes sont mortes**, en plus d'au moins 225 blessés les 9 et 10 mai 2022 lors d'affrontements à l'échelle nationale ; ces violences ont été déclenchées après que des partisans du parti au pouvoir ont attaqué un camp de protestation antigouvernemental à Colombo. Les totaux varient (≈ 8-9 morts) selon que l'on inclut ou non les représailles.(3)(4)(5)

Modus operandi: opérations de dispersion menées par la police et l'armée à coups de matraque, avec canons à eau et gaz lacrymogènes ; recours à des arrestations ciblées ; des tirs à balles réelles ont aussi été signalés dans certains incidents, ainsi qu'une descente avant l'aube, après la transition, visant des manifestants antigouvernementaux sur les principaux sites de mobilisation à Colombo (notamment GotaGoGama/Galle Face et la zone du Secrétariat présidentiel).

4. CONSÉQUENCES

- **9 juillet 2022** : des manifestants envahissent des résidences officielles ; le 13 juillet 2022, le président Gotabaya Rajapaksa annonce son intention de démissionner.
- **21-22 juillet 2022** : le Parlement élit le **nouveau président Ranil Wickremesinghe**, qui lance une descente avant l'aube pour démanteler les camps de protestation. 50 personnes auraient été blessées et environ 10 arrestations signalées. (6)
- **Fin 2022-2023** : Wickremesinghe consolide son pouvoir avec le *Sri Lanka Podujana Peramuna*, principale force du camp au pouvoir alliée au camp Rajapaksa, tandis que les manifestations reculent sous l'effet d'une répression accrue. La vie politique se recentre sur les réformes de stabilisation soutenues par le FMI, et les élections locales de 2023 sont reportées.
- **24 janvier 2024** : le Parlement adopte l'*Online Safety Act*, critiqué car il empêche la contestation, en pleine année électorale. (7)
- **9 février 2025** : le Cabinet approuve le principe de modifier l'*Online Safety Act* de 2024.
- **13 août 2025** : le ministère de la Justice lance un appel à contributions publiques sur des amendements proposés à l'*Online Safety Act* (fenêtre de soumission d'un mois).
- **23 septembre 2024** : **Anura Kumara Dissanayake** (NPP), réformiste de gauche qui se positionne sur la lutte contre la corruption, prête serment en tant que président après avoir remporté les élections. (8)
- **3 juillet 2025** : le Conseil d'administration du FMI achève le quatrième examen dans le cadre du mécanisme élargi de crédit accordé au Sri Lanka.

III. BANGLADESH - « STUDENTS AGAINST DISCRIMINATION »

Période : 2018-2025 (pic : juin-août 2024) | menées par les étudiants ; anti-quotas ; changement de régime

1. CONTEXTE

Après la suppression des quotas par le gouvernement en 2018, **une décision de la Haute Cour fin juin 2024 a de facto rétabli des quotas importants dans la fonction publique** (dont 30 % pour les familles des combattants de la liberté de 1971), et des réseaux étudiants se sont mobilisés à plusieurs reprises (en 2018 puis de nouveau en 2024). Le 19 juillet 2024, les autorités ont imposé une coupure d'internet, un couvre-feu national et déployé l'armée. Le 21 juillet 2024, la Cour suprême a annulé la plupart des quotas, ordonnant que 93 % des postes soient attribués au mérite. Les manifestations se sont ensuite élargies, passant de la réforme des quotas à une revendication unique : la démission de la Première ministre Sheikh Hasina, obtenue le 5 août 2024. Le mouvement est largement connu sous le nom de **Students Against Discrimination** (endonyme : *Bôishommo Birodhi Chhatro Andolon*) ; certains médias le qualifient aussi de « *Révolution de juillet* ». (10)(11)

2. MODES D'ACTION

- Marches et cortèges menés par les étudiants, des campus vers les institutions clés ; blocages routiers et ferroviaires dans plusieurs villes.
- Grèves générales au moment de l'entrée en vigueur du couvre-feu ; universités fermées.
- Coordination en ligne et documentation, malgré une coupure nationale d'internet à partir du 18-19 juillet ; communications et SMS interrompus. (12)
- Grèves dans l'industrie du textile et fermetures d'usines (notamment une protestation salariale de trois semaines fin 2023), avec des manifestations d'ouvriers et des affrontements avec la police. L'industrie du textile est à l'origine de près de 82% des exportations totales du pays.

3. VICTIMES

Au 21 juillet 2024, les hôpitaux avaient enregistré au moins 139 décès liés aux manifestations. Reuters a fait état de « *près de 150* » morts au 29 juillet 2024. Le 5 août 2024, au moment où Sheikh Hasina a démissionné, Reuters évoquait « *des centaines* » de personnes tuées. Dans les semaines suivantes, le ministère intérimaire de la Santé a déclaré que plus de 1 000 personnes avaient été tuées (déclaration du 29 août 2024), tandis que **le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a ensuite estimé le bilan à 1 400 morts**. (13)(14)

Modus operandi : instauration d'un couvre-feu et déploiement de l'armée à l'échelle nationale à partir des 19-20 juillet (avec des ordres de « *tir à vue* ») ; maintien de l'ordre par la police au moyen de gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc mais aussi munitions réelles dans de nombreux incidents ; des arrestations de masse et des descentes sur les campus ont aussi été signalées.



Étudiants lors d'une manifestation contre la réforme des quotas au Bangladesh, le 6 juillet 2024.

4. CONSÉQUENCES

- **21 juillet 2024** : la Cour suprême annule la plupart des quotas d'emploi (93 % des postes attribués au mérite). (15)
- **5 août 2024** : Hasina démissionne et quitte le pays en hélicoptère ; l'armée annonce un processus intérimaire.
- **8 août 2024** : Muhammad Yunus est investi comme conseiller en chef du gouvernement intérimaire.
- **11 mai 2025** : le gouvernement intérimaire interdit toutes les activités de la Ligue Awami de Sheikh Hasina au titre de la loi antiterroriste, invoquant des préoccupations de sécurité nationale.
- **26 septembre 2025** : le dirigeant intérimaire Yunus s'adresse à l'ONU et affiche ses priorités (Rohingyas, réformes).
- **11 décembre 2025** : les autorités annoncent des élections législatives pour le 12 février 2026 et un référendum organisé en parallèle sur les réformes de la « Charte de juillet ».

IV. NÉPAL - LA GEN-Z CONTRE LA CORRUPTION

Période : 8-19 septembre 2025 | menées par la jeunesse ; anti-corruption ; interdiction des réseaux sociaux

1. CONTEXTE

Une vague de protestations, portée par la jeunesse et rassemblant différentes classes sociales, a déferlé début septembre 2025 après que le gouvernement a bloqué des dizaines de plateformes de réseaux sociaux et que l'indignation s'est accrue face à la corruption et à des démonstrations ostentatoires de richesse de « nepo-babies ». Les manifestations se sont concentrées autour de la zone du Parlement à Katmandou, puis se sont étendues à l'échelle nationale. Cette séquence a culminé avec la démission, **le 9 septembre 2025, du Premier ministre K.P. Sharma Oli et la nomination de l'ancienne présidente de la Cour suprême Sushila Karki** à la tête d'un gouvernement de transition.(16)(17)(18)

2. MODES D'ACTION

- Grands rassemblements centrés sur Maitighar / New Baneshwor (Parlement) à Katmandou, avec diffusion vers d'autres villes ; quelques tentatives de prise d'assaut de bâtiments publics, ainsi que des actes d'incendie et de vandalisme le 9 septembre lors de l'annonce du couvre-feu, que la jeunesse a défié dans certains secteurs de la capitale.
- **Coordination en ligne malgré les blocages de plateformes** (VPN, Discord/Instagram) : étudiants et influenceurs (pages de mèmes, streamers, YouTubeurs/TikTokers et leurs communautés) relayant des appels à manifester ; recours à des **symboles de pop culture** pour unifier le message (*One Piece* ; salut à trois doigts de *Hunger Games*) (19). Le Népal illustre bien cet **hybride en ligne/hors ligne** : les restrictions de plateformes ont contribué à catalyser la mobilisation ; les réseaux de jeunes ont aussi expérimenté une sélection collective d'un leadership intérimaire ; et la légitimité des institutions a été débattue en temps réel dans les deux espaces.



Manifestants népalais de la génération Z devant le bureau de Bharatpur mahanagarpalika, le 9 septembre 2025.

3. VICTIMES

En décembre 2025, **des estimations officielles font état de 77 morts et de plus de 2 000 blessés** liés au cycle de protestation de septembre 2025. Les chiffres varient selon la date de clôture et les critères d'inclusion, et comptabilisent des manifestants mais aussi d'autres catégories (y compris des membres des forces de l'ordre et des détenus dans les premiers bilans).

Modus operandi : usage de gaz lacrymogènes, matraques, balles en caoutchouc et, lors de plusieurs incidents, de munitions réelles. Des soldats ont patrouillé et gardé des sites clés dans le cadre du couvre-feu.

4. CONSÉQUENCES

- **9 septembre 2025** : le Premier ministre Oli démissionne sur fond de troubles à l'échelle nationale ; mise en place d'arrangements de transition / intérim.
- **13 septembre 2025** : le Parlement est dissous et des élections anticipées sont annoncées pour le 5 mars 2026 sous l'autorité du gouvernement intérimaire.
- **19 septembre 2025** : la Première ministre intérimaire Karki promet une offensive anti-corruption, des emplois et des réformes de gouvernance.
- **13 décembre 2025** : le parti d'Oli organise un grand rassemblement et saisit la Cour suprême pour demander le rétablissement du Parlement.

V. INDONÉSIE - MOBILISATIONS D'UNE GÉNÉRATION DÉSILLUSIONNÉE

Période : août 2025 – septembre 2025 | mené par les étudiants ; anti-élite ; revendications unifiées

1. CONTEXTE

L'indignation face aux avantages excessifs des parlementaires (notamment une allocation logement de 3 000 USD par mois) dans un contexte de hausse du coût de la vie a déclenché le mouvement. Un cycle de protestations nationales, centré sur la jeunesse, a éclaté le 25 août 2025, puis s'est fortement intensifié après que le chauffeur de VTC Affan Kurniawan (21 ans) a été renversé et tué par un véhicule blindé de la police près du Parlement le jeudi 28 août. La mobilisation s'est étendue à plus de 30 provinces, avec des **étudiants, des travailleurs et des influenceurs se rassemblant autour de la plateforme « 17+8 »** (17 revendications immédiates + 8 à plus long terme). (21)(22)(23)

2. MODES D'ACTION

- Marches de masse devant les parlements nationaux et régionaux ; blocages routiers.
- Rassemblements à proximité des campus, sit-in nocturnes, postes de premiers secours et d'assistance juridique.
- Amplification numérique par des influenceurs pour diffuser les revendications « 17+8 » ; recours à des symboles de pop culture pour unifier le message (*One Piece* ; salut à trois doigts de *Hunger Games*).



Manifestation à Medan, Indonésie, 29 août 2025

3. VICTIMES

A la mi-octobre 2025, Reuters faisait état de **10 morts et d'environ 5 000 arrestations** à l'échelle nationale depuis le 25 août 2025 (les décomptes varient selon la date d'arrêt des données). (24)

Modus operandi : La Police nationale indonésienne (Polri), y compris la Brimob (brigade mobile), mobilisées pour le maintien de l'ordre. Usage documenté de gaz lacrymogènes, de canons à eau et de balles en caoutchouc.

4. CONSÉQUENCES

- **31 août 2025** : le gouvernement réduit les avantages des parlementaires et suspend les déplacements à l'étranger. (25)
- **3 septembre 2025** : les autorités renvoient un policier impliqué dans l'incident du véhicule blindé lié à la mort d'Affan Kurniawan.
- **5-9 septembre 2025** : le gouvernement est fragilisé mais tient, tandis que la mobilisation se fragmente, certains groupes ralentissant ou suspendant leurs appels à manifester pour éviter une escalade.
- **13 octobre 2025** : un mois après les concessions sur les avantages, les parlementaires obtiennent une forte hausse de l'« *indemnité de reclassement* », déclenchant un nouveau retour de flamme et renforçant l'idée d'une résilience des élites après la vague de protestation.

VI. MAROC – « GEN-Z 212 »

Période : 27 septembre 2025 – à ce jour | menées par la jeunesse ; santé et éducation ; coordination numérique

1. CONTEXTE

Le collectif décentralisé de jeunesse **Gen-Z 212 a lancé des manifestations à l'échelle nationale. Partie en ligne, l'indignation face aux défaillances des services publics, en particulier dans la santé, s'est rapidement transformée en mobilisations de rue à partir du 27 septembre.** La colère s'est intensifiée après des informations faisant état de huit décès maternels dans un hôpital public d'Agadir. La séquence s'est ensuite renforcée, dépassant Rabat pour toucher des villes de Souss-Massa, du Nord et de grands centres urbains. Les griefs portaient sur la qualité des services publics, les inégalités et les priorités de dépense perçues. Les foules se sont remobilisées les 9-10 octobre, à l'approche du discours du Roi devant le Parlement ; ce discours a appelé à accélérer les réformes sociales et la création d'emplois, en reconnaissant explicitement les disparités. (25)(26)(27)

2. MODES D'ACTION

- Marches inter-urbaines et blocages routiers à proximité de sites administratifs.
- Rassemblements nocturnes, avec dans certains lieux des émeutes sporadiques, des actes d'incendie criminel et des affrontements.
- Coordination en ligne via TikTok/Instagram/Discord ; diffusion rapide des appels ; recours à des symboles de pop culture pour unifier le message (*One Piece* ; salut à trois doigts de *Hunger Games*).
- Appel à la non-violence et à la négociation avec le gouvernement.

3. VICTIMES

Début octobre 2025, les autorités ont déclaré que **les forces de sécurité avaient abattu trois jeunes à Lqliâa**, près d'Agadir, lors de troubles ; protestations dans plusieurs villes dont des émeutes, des dégradations et des centaines d'arrestations ainsi que des blessés (les totaux exacts varient selon les sources et la période retenue).

Modus operandi : la police et la Gendarmerie royale (avec la présence, selon des informations publiques, des Forces auxiliaires, unités paramilitaires de sécurité intérieure rattachées au ministère de l'Intérieur) ont utilisé gaz lacrymogènes, matraques et balles en caoutchouc ; des tirs à balles réelles ont été signalés à Lqliâa (région d'Agadir).

4. CONSÉQUENCES

- **2 octobre 2025** : le gouvernement annonce qu'un débat parlementaire sur la santé / la qualité des services publics est envisagé sous la pression de la rue. (28)
- **10 octobre 2025** : dans son discours, le Roi appelle à accélérer les réformes sociales (emploi, services, disparités régionales). (29)
- **11 octobre 2025** : Gen-Z 212 annonce une suspension temporaire afin de se réorganiser.
- **18 octobre 2025** : reprise des mobilisations à Rabat, avec des sit-in pacifiques près du Parlement.
- **29 octobre 2025** : les autorités demandent des poursuites contre plus de 2 400 personnes liées à la vague de protestation.
- **10 décembre 2025** : A Rabat et dans sept autres villes marocaines, Gen-Z 212 refait surface pour la première fois depuis près de deux mois pour exiger la libération des 2480 personnes poursuivies. A Casablanca, au moins deux manifestants ont été arrêtés, puis relâchés dans la soirée.



Manifestation menée par des jeunes à Casablanca, au Maroc, le 5 octobre 2025.

VII. PÉROU – LA GEN-Z CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Période : septembre 2025 – 16 octobre 2025 | jeunesse ; retraites ; anti-corruption

1. CONTEXTE

Une vague de protestations portée par la jeunesse a repris en **septembre 2025 après l'adoption au Pérou d'une réforme des retraites imposant à chaque adulte de s'affilier à un régime public ou privé** (mise en œuvre progressive à partir du 1er juin 2027). Le mécontentement reflète la colère face à la corruption, à la hausse de la criminalité et à l'absence de responsabilité pour les morts survenues lors de la répression de 2022-2023. La mobilisation a de nouveau culminé autour du 20-28 septembre 2025 à Lima et dans plusieurs villes de région. (30)

2. MODES D'ACTION

- Rassemblements étudiants dans le centre de Lima (axe gouvernement/Parlement), avec des pics le week-end.
- Ralliements sectoriels à des dates ultérieures (syndicats des transports et des commerçants) ; perturbations minières signalées (usine de Hudbay).
- Manifestations sur/près des campus et dans le centre-ville ; maintien de l'ordre avec gaz lacrymogènes et tirs de projectiles en caoutchouc. (31)
- Appels en ligne portés par des collectifs Gen Z ; recours à des symboles de pop culture pour unifier le message (*One Piece* ; salut à trois doigts de *Hunger Games*).

3. VICTIMES

Entre le 20 et le 29 septembre 2025, **au moins 19 à 30 personnes ont été blessées (dont plusieurs journalistes et un policier)** lors d'affrontements dans le centre de Lima ; les chiffres varient selon la période retenue et les sources. Un décès lié aux manifestations a été confirmé le 16 octobre.

Modus operandi : unités antiémeutes de la Police nationale du Pérou (PNP). Tactiques documentées : gaz lacrymogènes, projectiles non létaux (caoutchouc / plombs), encerclement / canalisation via lignes de barrières, et arrestations lors des dispersions. Alors que le Pérou avait, plus tôt en 2025, recouru à un appui militaire à la police dans le cadre d'états d'urgence liés à la criminalité, les informations actuelles se concentrent surtout sur les opérations de maintien de l'ordre de la PNP dans le centre de Lima, plutôt que sur des déploiements militaires prolongés.

4. CONSÉQUENCES

- **5 septembre 2025** : le gouvernement publie le règlement d'application de la réforme des retraites (DS-189-2025-EF) : affiliation obligatoire à partir du 1er juin 2027, avec mise en œuvre progressive.
- **10-11 octobre 2025** : le Congrès destitue Dina Boluarte et José Jerí est investi ; les manifestations se poursuivent sous le nouveau président intérimaire. (32)
- **16 octobre 2025** : nouveaux affrontements près du Congrès à Lima ; 1 manifestant tué (par balle) et des dizaines de blessés alors que les troubles persistent. (33)
- **22 octobre 2025** : le président intérimaire José Jerí décrète un état d'urgence de 30 jours à Lima et Callao, autorisant l'appui des forces armées à la police.
- **20-21 novembre 2025** : selon des informations officielles, le gouvernement prolonge l'état d'urgence de 30 jours supplémentaires (effectif à partir du 21 novembre).



Manifestation de la génération Z au Pérou, 15 octobre 2025

VIII. PHILIPPINES - « TRILLION PESO MARCH »

Période : 12 septembre 2025 – à ce jour / coalition jeunesse–Église ; scandale de corruption ; redevabilité

1. CONTEXTE

Une large coalition d'étudiants, de groupes liés à l'Église, d'associations civiques et patronales, ainsi que de communautés locales s'est mobilisée après **des révélations faisant état d'anomalies à grande échelle dans des projets de contrôle des inondations et d'autres infrastructures, pour un montant total de ₱545 milliards** (soit 9,22 milliards USD), engagés depuis 2022. Les rassemblements de masse ont culminé le 21 septembre 2025 à Metro Manila et dans plusieurs villes de région, quand bien même le gouvernement avait créé une commission d'enquête indépendante le 11 septembre 2025. (34)(35)

2. MODES D'ACTION

- De grands rassemblements, majoritairement pacifiques, structurés autour du parc Rizal (Luneta) et du sanctuaire EDSA / *People Power Monument*, réunissant des groupes liés à l'Église, des étudiants et des coalitions citoyennes ; des rassemblements ont ensuite eu lieu dans d'autres villes. (36)
- Des affrontements localisés près de Mendiola / Recto / Ayala Bridge le 21 septembre (avec aussi jets de pierres, barricades incendiées, actes isolés de vandalisme et de pillage). (37)

3. VICTIMES

Des sources crédibles font état **d'un seul décès lié aux manifestations**, de **centaines d'arrestations** (plus de 200 selon certains récits), et de **dizaines de policiers blessés** lors des affrontements à Manille le 21 septembre. Les bilans varient cependant selon les médias et la fenêtre temporelle retenue ; les chiffres restent donc provisoires.

Modus operandi : unités anti-émeutes de la *Philippine National Police* (PNP), et du *Manila Police District* / NCRPO ; des équipes SWAT sont ensuite arrivées sur les points chauds. Tactiques documentées : dispersions au canon à eau ; des allégations d'usage de gaz lacrymogènes / projectiles ont circulé, ce que la PNP a officiellement démenti.



Manifestations Baha sa Luneta et programme préliminaire associé à l'université des Philippines Diliman, le 21 septembre 2025

4. CONSÉQUENCES

- **31 août 2025** : le secrétaire aux Travaux publics Manuel Bonoan démissionne ; Vince Dizon est nommé pour mener un « *grand nettoyage* » du ministère. (38)
- **11 septembre 2025** : le président Marcos Jr. crée une commission indépendante pour enquêter sur les anomalies concernant les projets d'infrastructures anti-inondation. (39)
- **21-22 septembre 2025** : manifestations nationales ; arrestations et blessés signalés ; un manifestant tué par arme blanche. (40)
- **30 novembre 2025** : des dizaines de milliers de personnes défilent à Manille, de Luneta jusqu'aux abords du palais présidentiel.
- **10-14 décembre 2025** : le scandale lié à la lutte contre les inondations a entraîné des démissions et un durcissement de la répression gouvernementale, signe que les réseaux de corruption commençaient à perdre du terrain.

IX. MADAGASCAR - LA GEN-Z CONTRE LA PRÉCARITÉ

Période : 25 septembre 2025 – mi-octobre 2025 | défaillances des services publics ; menées par la jeunesse ; anti-corruption

1. CONTEXTE

Des coupures d'électricité et d'eau à répétition à Antananarivo ont déclenché, à partir du 25 septembre 2025, des manifestations menées par la jeunesse, directement inspirées par les récents événements au Népal ; la colère s'est ensuite élargie à la gouvernance et à la corruption. L'indignation face aux coupures chroniques de courant et aux pénuries d'eau, présentées comme des symptômes de corruption et de mauvaise gestion, s'est rapidement transformée en appels à la démission du président Andry Rajoelina. Les mobilisations se sont étendues de la capitale à des villes comme Toliara et Antsiranana, rassemblant des étudiants, des lycéens et des acteurs civiques.(41)

2. MODES D'ACTION

- Marches urbaines, tentatives de rassemblement à Ambohitovo (quartier d'Antananarivo) ; barricades routières de quartier. (42)
- Rassemblements de jeunes centrés sur les campus, livestreams, et mobilisation via Telegram/Instagram malgré les couvre-feux ; recours à des symboles de pop culture pour unifier le message (*One Piece* ; salut à trois doigts de *Hunger Games*).
- Lignes d'alerte et travail de documentation par des organisations de défense des droits. (43)

3. VICTIMES

Au 6 octobre 2025, l'ONU avait fait état d'au moins 22 morts et de plus de 100 blessés depuis le 25 septembre. Des sources locales signalent également des blessés parmi la police et des passants lors d'affrontements et d'épisodes de pillage. Par prudence, **l'ordre de grandeur à retenir est des dizaines de morts et des centaines de blessés**, dans l'attente d'un décompte vérifié, incident par incident.

Modus operandi : opérations conduites sous un commandement sécuritaire conjoint police-armée. Tactiques : usage signalé de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc ; arrestations de masse lors des dispersions ; couvre-feu nocturne imposé dans la capitale... jusqu'à ; l'armée a rejoint le mouvement.



Un jeune manifestant brandit une pancarte indiquant son affiliation au mouvement qui mène la lutte. Antananarivo, Madagascar, 27/09/2025
©AFP - Rijasolo

4. CONSÉQUENCES

- **29 septembre 2025** : le président Rajoelina dissout le gouvernement après plusieurs jours de troubles menés par la jeunesse ; des couvre-feux du crépuscule à l'aube sont ensuite instaurés dans la capitale.(44)
- **6 octobre 2025** : il nomme le général Ruphin Fortunat Zafisambo Premier ministre, signalant une stratégie de stabilisation fortement sécuritaire. (45)
- **12-14 octobre 2025** : des unités d'élite du CAPSAT (*Corps Armée des Personnels et Services Administratifs et Techniques*) et une partie de la gendarmerie se rangent du côté des manifestants ; la présidence met en garde contre une tentative de coup d'État ; le président Rajoelina quitte le pays ; il tente ensuite de dissoudre l'Assemblée nationale. (46)(47)(48)
- **17 octobre 2025** : le colonel Michael Randrianirina est investi président à la suite de la prise de pouvoir par l'armée.
- **25 octobre 2025** : les nouvelles autorités révoquent la nationalité malgache de l'ancien président Andry Rajoelina, en invoquant les règles relatives à la double nationalité.
- **28 octobre 2025** : la transition dirigée par l'armée nomme un cabinet majoritairement civil sous l'autorité du Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo ; le colonel Michael Randrianirina indique que la transition durera jusqu'à deux ans, le temps d'organiser des élections.
- **17 novembre 2025** : dans sa première allocution nationale, Randrianirina présente une feuille de route prévoyant des consultations nationales conduites par le Conseil des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM), suivies d'un référendum et d'une élection présidentielle dans un délai de deux ans ; il annonce aussi un projet de nouvelle Assemblée de la jeunesse.

X. LEÇONS OPÉRATIONNELLES

Un cadre de mobilisation ancré dans l'injustice vécue

Les mouvements de la génération Z sont particulièrement efficaces lorsqu'ils s'articulent autour de griefs concrets que les gens ressentent au quotidien : le recrutement injuste au Bangladesh ou la défaillance des hôpitaux publics au Maroc montrent comment des injustices pratiques peuvent devenir de puissants points d'entrée pour des revendications politiques plus larges.

Une organisation par tâches fonctionnant sans chef unique

Les mouvements Gen Z se coordonnent souvent mieux lorsque les responsabilités sont partagées plutôt que centralisées. En Indonésie, la plateforme de revendications « 17+8 » a été élaborée collectivement par des syndicats étudiants ; au Népal, des réseaux de jeunes sur Discord et Instagram ont expérimenté des formes de décision partagée. Ces expériences montrent que la répartition des tâches entre de nombreux acteurs peut maintenir la cohérence d'un mouvement sans figure de proue reconnue.

La gouvernance du numérique comme champ de bataille stratégique

Les interdictions de plateformes et les coupures d'internet façonnent désormais la dynamique des protestations autant que le maintien de l'ordre dans la rue. L'interdiction des réseaux sociaux au Népal a contribué à déclencher la mobilisation, tandis que le *blackout* au Bangladesh a forcé les organisateurs à reconstruire des réseaux hors ligne, montrant que les restrictions numériques peuvent à la fois ralentir et catalyser l'action collective.

Des repères symboliques adossés à une pression dans la durée

Des symboles identifiants donnent de la cohérence aux mouvements, tandis que la répétition des actions construit un rapport de force. Le campement de GotaGoGama au Sri Lanka ou les rassemblements centrés sur Luneta aux Philippines illustrent comment un point d'ancrage fixe peut structurer la mobilisation dans le temps.

Des coalitions qui dépassent les cercles de la jeunesse

Les protestations gagnent en poids politique lorsqu'elles s'élargissent au-delà des étudiants. En Indonésie, la mobilisation a pris de l'ampleur quand des travailleurs et des chauffeurs se sont joints au mouvement ; aux Philippines, des réseaux d'Église ont amplifié les demandes portées par la jeunesse, montrant comment des alliances renforcent la résilience et la visibilité.

Anticiper « l'après » dès le départ

Les transitions peuvent s'accélérer très vite, et les résultats dépendent de l'existence (ou non) d'une prochaine étape claire identifiée. Au Népal, le changement de leadership a immédiatement exigé une feuille de route de réformes ; à Madagascar, l'absence de cadre a ouvert un espace à des acteurs plus puissants, ce qui souligne la nécessité, au minimum, d'un plan de transition.

SOURCES

- (1) Reuters, "Sri Lanka president to step down, parliamentary speaker says, amid storm of protests" (July 9, 2022).
- (2) Human Rights Watch, "Sri Lanka: End Government Crackdown on Peaceful Protesters" (August 5, 2022).
- (3) Reuters, "One dead, several injured in Sri Lanka after police clash with protesters" (April 19, 2022).
- (4) Al Jazeera, "Sri Lanka: Flashpoints in deadly violence over economic crisis" (May 10, 2022).
- (5) Al Jazeera, "Timeline: Sri Lanka's worst economic, political crisis in decades" (July 13, 2022).
- (6) Reuters, "Sri Lankan security forces raid protest camp as new leaders sworn in" (July 22, 2022).
- (7) Amnesty International, "Sri Lanka: Online Safety Act major blow to freedom of expression" (January 24, 2024).
- (8) Reuters, "Sri Lanka's new president Anura Kumara Dissanayake promises change" (September 23, 2024).
- (9) IMF, "IMF Executive Board Completes the Third Review Under the Extended Fund Facility Arrangement with Sri Lanka" (February 28, 2025).
- (10) Reuters, "Bangladesh to impose curfew, deploy army as protests widen, communications disrupted" (July 19, 2024).
- (11) Reuters, "Bangladesh PM Sheikh Hasina flees, army says interim government to be formed" (August 5, 2024).
- (12) Amnesty International, "What is happening at the quota-reform protests in Bangladesh?" (July 29, 2024).
- (13) Reuters, "More than 1,000 killed in Bangladesh violence since July, health ministry chief says" (August 29, 2024).
- (14) The Associated Press, "UN rights office estimates up to 1,400 killed in crackdown on protests in Bangladesh" (February 12, 2025).
- (15) Reuters, "Bangladesh court scraps most job quotas that sparked deadly protests" (July 21, 2024).
- (16) The Associated Press, "Protests against Nepal's social-media ban grow more violent as demonstrators set buildings on fire" (September 9, 2025).
- (17) Reuters, "Nepal festivities ring hollow for families mourning dead protesters" (October 2, 2025).
- (18) Reuters, "Exclusive: Live ammunition used against Nepal anti-graft protesters, forensics show" (September 26, 2025).
- (19) Reuters, "Nepal interim PM vows to fix 'failure' that led to deadly Gen Z protests" (September 19, 2025).
- (20) The Associated Press, "Riot police clash with students protesting lawmakers' allowances in Indonesia" (August 25, 2025).
- (21) Reuters, "Deadly Indonesia protests force U-turn on lawmakers' perks" (August 31, 2025).
- (22) Tempo English, "What Are the 17+8 People's Demands in Indonesia That Have and Have Not Been Met?" (September 2025).
- (23) Reuters, "Sri Lanka police fire tear gas at protesters" (July 9, 2022).
- (24) Reuters, "Morocco squashes youth-led protesters over health, education" (September 30, 2025).
- (25) Reuters, "Morocco's youth protests turn violent on fourth day" (October 1, 2025).
- (26) Reuters, "Morocco's king urges speedy reforms to boost jobs, rural development" (October 11, 2025).
- (27) The Guardian, "First deaths in Morocco's youth-led anti-government protests as police open fire" (October 2, 2025).
- (28) Reuters, "Peru's Gen Z rallies against President Boluarte, protesting over pensions and corruption" (September 27, 2025).
- (29) The Associated Press, "Peru's Congress removes President Boluarte as a crime wave grips the country" (October 9, 2025).
- (30) Reuters, "One dead, dozens injured as Peru's new president faces widespread protests" (October 16, 2025).

- (31) Reuters, *"Philippines' Marcos says no one will be spared in infrastructure corruption probe"* (September 15, 2025).
- (32) Al Jazeera, *"Clashes, arrests as tens of thousands protest corruption in Philippines"* (September 21, 2025).
- (33) Reuters, *"Philippine groups demand independent investigation of 'excessive corruption' in government projects"* (September 4, 2025).
- (34) Presidential Communications Office (Philippines), *"PBBM accepts resignation of Bonoan, appoints Vince Dizon as DPWH Secretary to lead anti-corruption drive"* (August 31, 2025).
- (35) Reuters, *"Philippines forms independent body to probe anomalies in infrastructure projects"* (September 11, 2025).
- (36) Politico, *"Dozens arrested and hurt in clashes with police near Philippine presidential palace"* (September 21, 2025).
- (37) Amnesty International, *"Madagascar: Authorities must launch investigations into deadly force used against Gen Z protesters"* (October 2, 2025).
- (38) Global Voices, *"Madagascar's Gen Z-led revolt against power outages and water supply cuts in urban areas"* (October 7, 2025).
- (39) Reuters, *"Anti-government protests resume in several Madagascar cities"* (October 6, 2025).
- (40) Reuters, *"Madagascar president dissolves government following deadly protests"* (September 29, 2025).
- (41) Reuters, *"Madagascar president names military general as new prime minister"* (October 6, 2025).
- (42) Reuters, *"Madagascar president warns of coup attempt as more soldiers join protests"* (October 12, 2025).
- (43) Reuters, *"Madagascar President Rajoelina to address nation on Monday evening"* (October 13, 2025).
- (44) Reuters, *"Madagascar president dissolves national assembly, escalating crisis"* (October 14, 2025).